

# Enbat

Livre noir  
d'EHLE

HEBDOMADAIRE  
POLITIQUE  
BASQUE  
11 février 2010  
N° 2115

## Chaîne humaine pour une relaxe



ISSN 0294-4596



917702941459006



# Bilan d'une décennie

**F**IN janvier 2000, après son annonce en novembre de la rupture de la trêve décrétée en 1998, ETA abat un lieutenant-colonel de l'armée espagnole. Considérant que les forces vives du Pays Basque ne s'étaient pas assez impliquées dans Lizarra-Garazi, que le gouvernement espagnol n'avait répondu à la nouvelle donne que par la répression et que le PNV tentait de détourner le processus de construction nationale vers un «*processus de paix sans contenu*», ETA, pour qui la situation avait abouti à une impasse, reprenait ses attentats.

Au regard de la situation vécue par la gauche abertzale dix ans plus tard, il semble évident que, de toute son histoire, jamais l'organisation clandestine ne fit d'erreur plus grave. Car, persuadée de la validité de sa décision, ETA entraînait avec elle l'ensemble la gauche abertzale vers un affaiblissement durable.

La comparaison qui suit peut paraître réductrice voire simpliste mais elle a le mérite de dévoiler sans artifice le résultat de dix années catastrophiques. Mars 2000 : 470 preso dans les geôles franco-espagnoles, 886 élus municipaux dans tout Hegoalde pour Euskal Herriarrok (EH), 1 député européen et 14 députés à Gasteiz. Février 2010 : 760 preso (+ 62 %), 427 élus municipaux affiliés à la gauche abertzale (- 52 %), Batasuna (remplaçant d'EH) est illégal, n'a plus aucun député à Gasteiz du fait de la loi de 2003, ni de député européen. Ce parti politique, créé sur les 7 provinces et censé renforcer la gauche abertzale, a par contre entraîné la scission d'Aralar au Sud, et la division d'Abertzaleen Batasuna au Nord.

Les coups durs portés à ETA s'enchaînent et s'accélèrent. La moindre action suscite la réprobation quasi-unanime et une répression toujours accrue. Face à cette situation critique, les cadres politiques de la gauche abertzale présentent le fruit de leurs débats à Altsasu, en novembre 2009. Il y est question de «*volonté populaire exprimée par des voix pacifiques et démocratiques*». L'idée est claire : il est temps pour ETA de passer la main et de confier le leadership du mouvement aux seuls politiques. Mais l'espoir est de courte durée. ETA répond, deux mois plus tard, par une esquivé. Mettant l'accent sur l'importance de la lutte politique, l'organisation ne souffle mot sur un quelconque aggiornamento. Les mots on ne peut plus clairs d'Arnaldo Otegi, ex porte-parole de Batasuna qui évoque une lutte «*exclusivement démocratique*» n'y suffisent pas. Deux stratégies s'opposent au sein de la gauche abertzale... conduiront-elles à une nouvelle scission ? Ou les politiques rentreront-ils par dans le rang ?

L'avenir apportera sans doute une réponse. Gardons cependant à l'esprit une donnée fondamentale : Iparralde cultive sa spécificité. Malgré les oppositions et les suspicions, les abertzale ont été capables de se présenter unis aux élections. EH Bai a démontré qu'en l'absence de lutte armée, il est possible de parvenir à faire front commun. Mais jusqu'à quand ? Les années ont passé où la compétition a fait rage et les stratégies se sont affinées, parfois éloignées. N'est-il pas temps de repenser une gauche abertzale réunifiée, plurielle, conquérante et ouverte pour Iparralde ?

# Rey prefetak Bateraren kontsulta sustengatzen du...

**E**SPLIKAZIO bakarra da. Edo izaiten ahal litzatekeena, errealitatea ez balitz maltzurrago. Lehenik gutun bat Iparraldeko auzapezei, giroa berotzeko, ondotik prentsaurreko bat Baterako ordezkariéi erantzuteko.

Aste batez Prefetak jo du Batera kontsultaren abiadura eta indartu eta hedatu plataformak ukaiten ahal zuen oihartzuna. Hori da guretzat alde positiboa. Hori da Prefetarentzat alde negatiboa. Baina ez gaitezen fida, Prefetak ere neurtuak ditu bere eginen ondorioak eta gutuna Prefekturatik atera bada, pentsatzen ahal da badituela Prefetarentzat alde positiboak. Eta guretako alde negatiboak. Zergatik hain doinu bortitza erabili ote du igorri gutunean ? Entzun eta irakurri da beldurtu nahi ukan dituela Euskal Herriko hautetsiak... Baina beharrezkoa ote zena gutun baten igortzea auzapezei, epelduen hozteko eta berotuak irakitan ezartzeko ? Pentsatzen ahal da edozeinek bezala, Prefeta jaunak eta bere zerbitzuek ezagutzen dituztela auzapez bakoitzaren egin eta pentsa moldeak... Baina orduen zertarako ? Auzapezei bezain bat, gutuna Euskal Herriko gizarteari zabaldua zen. Beldurra baino gehiago duda hedatzeko. Pasatu nahi duen ideia da Bateraren kontsultak ez direla ofizialak izanen. Eta doinu bortitza era-

biliz bazekian erreakzio bat sortuko zuela. Eta erreakzioaren bidez legez kanpoko mezua zabalduko zuela ere... Eta Prefeta badaki gizarteko parte batentzat bere erranek ukanen dute la oihartzun bat. Euskal Herriko Laborantza Ganberarekin egiten duen eta duten bezala. Auziperatua deno, auzia, bere lanen bezain bat aipatua da. Auziperatua deno, euskal ganbarak bere indarrak banatu behar ditu. Auziperatua deno zailago izanen zaio diru iturriak segurtatzea. Eta beti izanen dira jendeak dudak izanen direnak. Beste afera batean egin molde bera erabiltzen du Sarkozy frantses presidentek De Villepin baztertzeke. Auziperatua deno indargabetzen du. Eta zenbaitzuek pentsatuko dute, baduela zer ikustekorik afera horretan...

Eskertu dezagun Rey Prefeta ekarri laguntzarentzat kanpaina abiatzeko eta horretan utz dezagun. Ez dugu bere beharrik jakiteko zer den legez kanpoko edo ez egin beharra. Ez dugu ikasgaik errezibitzekorik bere partetik. Hastapenetik Bateraren asmoa izan da kontsultak antolatzea nahaskeriarik sortu gabe, inhala bezain bat, auzapez eta hautetsien sostenguarekin, tokiko jendeen laguntzarekin. Hori dugu begietatik ez galdu behar, eta zabaldu behar dugun mezua. Baina horretarako ez dugu Rey Prefetaren laguntzarik ukanen...



# « Faut-il nécessairement opposer la République française et ses particularismes ? »

● Peio Etcheverry-Ainchart

**V**OILÀ un thème qui est au cœur de l'actualité. Non pas du point de vue abertzale qui serait plutôt de savoir comment ces particularismes pourraient s'extraire de la République, mais du point de vue d'un État français s'engageant à la fois dans un débat sur son identité nationale et dans une réforme institutionnelle de grande ampleur.

## Girondins et jacobins

Selon qu'on la regarde dans sa profondeur historique ou au contraire dans les palpitations de l'actualité récente, la question posée interpelle la science historique ou le/la citoyen(ne). Il se trouve justement que la librairie Elkar offre «*les deux en un*» en ouvrant ses portes à Mona Ozouf. Pour celles et ceux qui s'intéressent à l'histoire contemporaine, Mona Ozouf représente ce que l'on fait de mieux en matière de connaissance de la Révolution française de 1789, de l'idée de République qui en a germé, et des modes de construction de ce système politique en France entre les XIXe et XXe siècles. Elle est, avec le regretté François Furet, la grande spécialiste de cette opposition classique entre girondins et jacobins, que l'on a souvent – parfois abusivement? – associée à l'opposition entre décentralisation et centralisation.

Mais avec la sortie de son dernier ouvrage *Composition française, retour sur une enfance bretonne* (Gallimard, 2009), Mona Ozouf revêt à la fois son costume d'historienne et celui de citoyenne pour dissenter sur la manière avec laquelle la République française a abordé cette question des particularismes locaux. Fille d'un double modèle – ses deux parents étaient instituteurs et son père, Yann Sohier, l'un des piliers du nationalisme breton des années 1930 – elle a elle-même vécu dans sa propre histoire personnelle ce hiatus entre un État se voulant aussi nation unique, et une identité bretonne vécue comme un frein à ce processus.

## Enfance bretonne, enfance basque...

Dans son livre, elle raconte son enfance dans la Bretagne des années 1930, et les trois grands repères qui la ponctuaient. Une profonde ruralité tout d'abord, figurée par sa grand-mère, générant conservatisme politique et fort enracinement de la langue et de la culture locales. Un poids écrasant de l'Église, évidemment représenté par le curé, qui voit dans ce conservatisme le fondement de son magistère spirituel et politique. Enfin l'État, qui cherche à s'imposer sur ce substrat par la figure de ses instituteurs.



De ses souvenirs, la scientifique tire aujourd'hui une extraordinaire leçon d'histoire, qui nous fait comprendre comment la Bretagne est devenue ce qu'elle est aujourd'hui. Quelle chance de pouvoir jeter un œil historien sur des souvenirs assurément partagés par tant de contemporains, et d'être ainsi capable de les analyser, de les déconstruire, de les comprendre! Mais aussi la citoyenne s'en inspire pour rédiger une «*composition française*» plaidant pour une République plurielle, respectueuse des identités locales.

## Rencontre avec Mona Ozouf

Impressionnant de culture et brillant par la réflexion, ce livre devrait être lu par tous celles et ceux qui souhaitent comprendre le Pays Basque actuel. Hors les détails évidemment propres à la Bretagne, il donne toutes les clés pour saisir les cultures politiques de notre territoire, ses représentations, ses réflexes. Il servira de fondement à une discussion avec Mona Ozouf sur l'histoire des liens complexes entre République française et particularismes dits «*régionaux*».

Mona Ozouf n'est pas une militante bretonne. Il ne faut pas s'attendre à un meeting politique, qui n'est ni le rôle de l'historienne, ni la volonté de la citoyenne, ni la raison d'être de la librairie qui l'accueille. Des meetings et de la communication politique sur ces thématiques, on n'en manque pas... Par contre, il est rare d'avoir l'occasion de pouvoir entendre au Pays Basque une historienne de cet acabit, c'est même un privilège.

**Rendez-vous samedi 20 février à 17h à Elkar liburudenda.**



CETTE SEMAINE

## TARTARO

S'EST ÉTONNÉ

● ● ● et réjouit de l'élection au premier tour de Mme Laura Chinchilla, candidate sociale-démocrate, à la présidence du Costa Rica. Dans une Amérique du Sud plutôt machiste c'est un événement après les exceptions de Michèle Bachelet au Chili et Cristina Kirchner en Argentine. Rien de surprenant : dans les Caraïbes tous les ouragans ont des prénoms féminins.

● ● ● et réjouit que le jour même où la Nouvelle-Orléans remportait le Superbowl (rugby américain), Mitch Landrieu devenait le premier maire blanc depuis 32 ans dans cette cité majoritairement noire. Son opposant de couleur a le blues...

● ● ● et réjouit que la télé-réalité britannique ait proposé le 8 février le spectacle étonnant de cinq députés hébergés une semaine par des familles locataires de HLM avec en poche, en tout et pour tout, 64 livres (allocation chômage hebdomadaire). Va pour une semaine... ça n'a que 7 jours!

● ● ● que lors du match France-Ecosse on ait lu pour la première fois à l'image les paroles françaises du superbe hymne national écossais, repris en grande ferveur par la foule en présence de la princesse Margaret. On n'y paraît que de bouter le roi d'Angleterre et de sauver la Nation écossaise. De quoi faire pâler Eric Besson...

● ● ● que le Nouveau Parti Anticapitaliste d'Olivier Besancenot présente aux régionales une candidate portant le voile, considéré à l'école comme signe religieux ostentatoire. Mais où va donc se nicher la lutte des classes?

● ● ● et réjouit que le préfet des P.A. Philippe Rey soit débouté par le tribunal de Bayonne dans son arrêté d'expulsion vers le Maroc de Fathi Bibouda, installé coiffeur à Bilbao. Ça ne lui réussit pas de couper les cheveux en quatre à tout le monde.

● ● ● pas tant que ça que le maire d'Anglet Jean Espilondo écrive à Angeluzain pour leur signifier «*qu'il n'y a pas lieu d'organiser le même jour des élections régionales un scrutin parallèle (BATERA)*». Et dire qu'il a été élu député suppléant de Nicole Pery en prônant le département Pays Basque !

# Le livre noir de Laborantza Ganbara

*Mission accomplie. Les amis d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara, à quelques jours du procès d'appel le 18 février à Pau, ont rédigé le "Livre noir" du harcèlement de l'Etat dès la naissance de la Chambre d'agriculture alternative il y a cinq ans. Travail chronologique de 700 pages fondé sur des actes administratifs ou judiciaires. Préfacé par Michel Tubiana, président d'honneur de la Ligue des Droits de l'Homme, ce "Livre noir" donne toute sa valeur à l'action exemplaire menée par la nouvelle génération de paysans d'Iparralde.*

**E** NBATA: *Euskal Herriko Laborantza Ganbara vient de fêter ses 5 ans d'existence. Pourquoi avez-vous voulu marquer ce 5ème anniversaire par la publication de ce Livre noir?*

**Michel Bidegain :** Dès sa création, le 15 janvier 2005, Euskal Herriko Laborantza Ganbara s'est heurtée à l'hostilité des autorités préfectorales départementales et régionales, des administrations de l'Etat et de la Chambre d'agriculture de Pau. Cinq ans durant, insinuations, intimidations, entraves, procédures policières et judiciaires, auront été le lot quasi-quotidien d'EHLG. En ce 5ème anniversaire de la création d'EHLG, et à l'approche du procès en appel du 18 février à Pau, le Bureau d'EHLG et son président Michel Berhocoirigoin ont pensé utile de rédiger le livre noir du harcèlement permanent subi par Euskal Herriko Laborantza Ganbara de la part des pouvoirs publics et des administrations. Non par volonté de victimisation, mais pour bien montrer à ceux

qui veulent sa mort qu'en dépit de tous les obstacles mis sur sa route, Laborantza Ganbara est loin de renoncer. Au contraire, elle est plus que jamais déterminée à mener à bien les missions que les paysans basques lui ont confiées.

Le président Berhocoirigoin nous a donc demandé à nous, Laborantza Ganbararen Lagunak, de rédiger ce recueil des attaques orchestrées par les préfets successifs des Pyrénées-Atlantiques, les préfets de la région Aquitaine et leurs administrations. Je dois dire que le fait que M. Michel Tubiana, président d'honneur de la Ligue des Droits de l'Homme, ait voulu préfacier notre travail, nous a confortés dans notre souci de défense de la liberté d'association que nos adversaires foulent au pied.

**Enb. : Rédiger un recueil de cette importance exige une méthodologie particulière. Quelle a été la vôtre?**

M. B. : La multitude des faits à consigner rendait l'exercice difficile. Comment s'y prendre pour que le lecteur s'y retrouve? Nous avons opté pour une méthode assez simple. Nous avons d'un côté dressé la liste chronologique des faits, date par date, et porté en annexe les documents tels que courriers, mémoires, arrêts etc. attachés à chacun de ces faits.

Nous avons classé les faits dans cinq dossiers distincts. Chaque dossier relève les entraves administratives dans un domaine spécifique. Le premier de ces dossiers, que nous avons appelé Dossier pénal, est le plus fourni. Il regroupe les multiples tentatives, y compris judiciaires, des représentants de l'Etat pour entraver le bon fonctionnement d'EHLG. L'argument avancé, vous le savez, puisque c'était le grief fait par le préfet pour traîner Laborantza Ganbara et son président devant le Tribunal correctionnel de Bayonne, est le même depuis 2005 : c'est la soit disant illégalité de l'objet, des missions, de l'organisation et de la dénomination d'EHLG. L'objectif des attaques est très clair dès le départ : instiller le doute sur la légalité de

Laborantza Ganbara dans l'esprit des gens, notamment des paysans, affaiblir l'association et mettre, le plus rapidement possible, un terme à son existence.

On aurait pu croire que la relaxe prononcée le 26 mars 2009 par le Tribunal correctionnel de Bayonne, aurait quelque peu refroidi les ardeurs belliqueuses du représentant de l'Etat. Il n'en a rien été, bien au contraire.

Le second dossier, que nous avons appelé Dossier Administration fiscale retrace l'étonnante manœuvre de l'administration fiscale contestant à EHLG le droit à l'éligibilité à la réduction d'impôts sur les dons versés avec, pour objectif, l'étranglement financier de l'association. La tentative s'est soldée par une quadruple condamnation de la Direction générale des impôts.

Le troisième dossier, Subventions municipales, recueille les procédures engagées au Tribunal administratif par le préfet des Pyrénées-Atlantiques pour faire annuler les délibérations municipales des 27 communes ayant octroyé des subventions à EHLG pour manque d'intérêt communal. Requêtes suivies d'effet puisque, malheureusement, le tribunal administratif a donné satisfaction au préfet.

Les deux derniers dossiers, appelés AREA-PVE et MAET-DCE, sont des dossiers plus techniques, liés à la prestation de services assurée par Laborantza Ganbara. Ils traitent des multiples manœuvres préfectorales et administratives pour écarter EHLG du champ d'intervention sur les diagnostics environnementaux des exploitations agricoles et les actions en faveur des mesures agro-environnementales territorialisées.

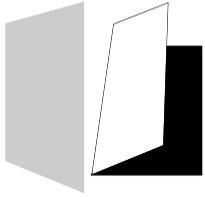
L'objectif est clair : empêcher EHLG de se mettre sur les rangs, au même titre que tout autre organisme prestataire de services, pour assurer des services de conseil et d'accompagnements aux paysans du Pays Basque, et, dans le même temps, lui barrer l'accès aux financements institutionnels prévus dans le cadre de ces actions.

**Enb. : L'ensemble du Livre noir, recueil chronologique des faits et documents annexés, comporte près de 700 pages. Il y avait donc à ce point matière?**

M. B. : Hélas oui ! Du reste, ce travail n'est pas exhaustif. Il ne retient pas toute une série d'obstacles et de fins de non-recevoir opposés oralement qui, par définition, n'ont pas laissé de trace. Par exemple, les refus répétés du Directeur de la Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt de l'accès aux statistiques agricoles demandées par le président d'EHLG. Ou bien les refus de cer-



Michel Bidegain



Michel Cahen, Chercheur CNRS à l'Institut d'études politiques de Bordeaux

## L'identité est fluide

"Il n'y a pas une identité basque permanente,  
mais il y a eu en permanence une identité basque"



"Sur une aire que l'on peut repérer, il y a des gens qui, depuis des siècles, se sentent basques (quelles que soient leurs autres identités) : cette aire, c'est spatialement le «Pays basque» et identitairement la «nation basque»"

**Alda!** publie la première partie de l'interview de Michel Cahen, Chercheur CNRS à l'IEP de Bordeaux sur l'identité nationale.

La version en euskara a été publiée le 3 janvier dernier dans *Berria*.

*Basque, basque-français (espagnol), (espagnol) français-basque, français (espagnol)...les habitants d'un même territoire, à savoir le Pays Basque, ne ressentent pas forcément la même identité.*

*Qu'est-ce que l'identité ? Qu'est-ce qui construit notre identité ?*

On ne peut pas définir l'identité selon des critères normatifs et les individus conjuguent toujours plusieurs identités. Prenons le cas du Portugal, le plus vieil État-nation d'Europe à frontières constantes. La langue portugaise est un marqueur identitaire fort, mais de nombreux peuples parlent, à des degrés divers, le portugais comme langue maternelle (Brésil, Angola, Timor...) et ils ne sont pas des Portugais.

Définir le Portugal comme une «nation catholique» impliquerait que les Protestants ou les athées Portugais ne sont pas des portugais. Prenons le cas de la France : les «origines judéo-chrétiennes» oublient les «origines païennes» !

▼  
"Nazioa da  
nortasun amankomun bat  
senditzen duten  
pertsonez  
osaturiko taldea"

Et l'«identification aux valeurs de la République» signifie-t-elle que les royalistes ou les fascistes français ne sont pas des Français ?

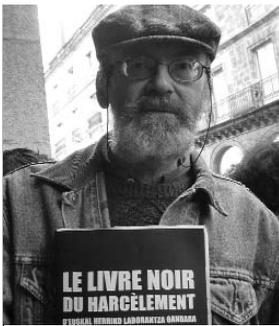
Entre deux citoyens français A et B, l'un, homme, né allemand à Strasbourg en 1942, aimant la bière, le foot, partisan de l'école

publique, votant à gauche, ne sachant pas s'exprimer en alsacien mais parlant français avec l'accent de sa région, et l'autre, femme, née à Pau en 1979 de parents italo-béarnais, aimant le vin, le rugby, partisane de l'école privée, votant à droite et parlant béarnais à chaque fois que l'occasion s'en trouve, qu'il y a-t-il de commun ? Il n'y a presque rien en commun, si ce n'est que les deux se sentent et se disent français.

**Exprimer sa citoyenneté dans le cadre de la nation**

Ce rapport individuel à une identité imaginée crée un sentiment communautaire parmi les personnes qui le ressentent et se reconnaissent mutuellement.

La «nation» n'est rien d'autre que l'ensemble des personnes qui ressentent cette identité-là, qui est une forme d'ethnicité parmi d'autres, mais particulièrement aboutie puisque créant le désir de pouvoir exprimer sa citoyenneté dans ce cadre (qu'il y ait ou non un État de référence).



Michel Cahen

disent Juif, Français, Portugais, Zoulou ou Basque.

### L'identité est fluide

L'identité basque du XII<sup>e</sup> siècle a probablement peu de choses à voir avec sa filleule du XXI<sup>e</sup> siècle. Il n'y a pas un Pays basque éternel (ou une France, ou une Espagne, éternelles), il n'y a pas une identité basque permanente, mais il y a eu en permanence une identité basque.

Un Basque qui ne parle pas basque est-il basque ? Si l'on utilise ce critère (que l'on vient de refuser dans le cas du Portugal), cela signifie que 95% des Irlandais, qui ne parlent plus le gaélique, ne sont plus des Irlandais mais des Britanniques ! La langue est un marqueur identitaire fort, mais parmi d'autre : l'ensemble des «marqueurs» débouchent, ou ne débouchent pas sur une sentiment d'appartenance qui, lui seul, est décisif : est basque qui se sent basque, on ne naît pas basque, on le devient.

**Le Pays Basque est divisé entre l'Espagne et la France ; certains ont la nationalité française d'autres espagnole... qu'est-ce qui fait que malgré tout des basques se sentent entièrement basque ?**

Il n'y a donc rien d'étonnant à constater qu'au Pays basque, il y a de multiples identités !

Il n'y a aucune autre définition possible du Juif, du Français, du Portugais, du Zoulou ou du Basque que l'ensemble des gens qui se disent Juif, Français, Portugais, Zoulou ou Basque.

Le contraire serait fort inquiétant. Un habitant peut être basque, catholique, ouvrier ou paysan, homme ou femme, et, selon les circonstances de sa vie, c'est telle ou telle de ces identités qu'il mettra en avant, sans même y penser le plus souvent. Les identités se mêlent et ne s'excluent pas forcément : on peut se sentir basque et français ou espagnol à égalité, ou un peu plus l'un que l'autre, ou beaucoup plus l'un que l'autre, et cela est mouvant au cours de la vie ou dans le passage des générations. Un fils de Basque ne sera pas forcément basque, un fils de non-Basque pourra le devenir car ce n'est pas le sang, mais le sol, qui façonne l'identité.

Cela n'est nullement un signe de faiblesse pour l'identité basque, au contraire c'est le signe qu'elle est vivante, en plein dans la modernité, loin des repliements dénoncés par certains.

Mais il n'empêche que, sur une aire que l'on peut repérer, il y a des gens qui, depuis des siècles, se sentent basques (quelles que soient leurs autres identités) : cette aire, c'est spatialement le «Pays basque» et identitairement la «nation basque», c'est-à-dire un degré particulièrement durable et prégnant d'ethnicité. Ajoutons qu'on peut, individuellement, se sentir à égalité basque et français mais considérer que l'indépendance et la réunification du Pays Basque serait la meilleure solution ; ou se sentir 100% basque mais néanmoins considérer que ladite indépendance serait une erreur, etc.

L'histoire est effectivement productrice d'identité : des siècles de division franco-espagnole du Pays basque ont forcément des effets identitaires. L'histoire politique, l'histoire industrielle, religieuse, n'ont pas été les mêmes.

Les Basques du Royaume d'Espagne ont donc nécessairement des «marqueurs identitaires» partiellement différents de leurs frères du Nord, la conjugaison des identités peut être différente. Mais une identité ne chasse pas l'autre : même celui qui se sent autant français/espagnol que basque n'est pas « 50% ceci, 50% cela », il est 100% chacune des deux identités.

Quant aux Basques qui, en France ou en Espagne, se sentent principalement, voire uniquement basques, cela n'a rien d'étonnant si les circonstances de leurs vies en ont décidé ainsi. Ce peut aussi être une identification politique à un projet d'État-nation indépendant. Mais ce n'est pas parce que notre Basque, imaginons-le né à Bilbao, se sent complètement basque qu'il ne trouve pas vraiment bizarre son ami né à Mauléon, qui «ne parle pas correctement» ! Se sentir «100% basque» ne signifie aucunement qu'il y a une identité basque au contenu homogène. L'identité n'existe pas de prime abord : seule existe l'identification, qui, nourrie de pratiques sociales préexistantes, par la communauté qu'elle dessine, provoque l'émergence de l'identité.

**Depuis que les socialistes sont au pouvoir à la Communauté autonome basque, ils changent et modifient pleins de petits éléments qui symboliquement sont très forts. Par exemple, la carte de la météo ne représente plus tout le Pays Basque (les 7 provinces) mais que la Communauté Autonome basque, à savoir 3 provinces (il n'y a plus la Navarre ni le Pays Basque Nord), le jour de Noël, pour la première fois le discours du roi d'Espagne a été diffusé en direct à la télévision basque... Ces symboles ont-ils beaucoup d'importance ?**

Oui, ils ont beaucoup d'importance. L'État (ici le gouvernement de la Communauté autonome basque) ne peut produire à lui seul l'identité : la politique espagnoliste (plus exactement : castillaniste) du nouveau gouvernement ne peut à elle seule changer l'identité des Basques. Mais historiquement, depuis la fin du franquisme, la nation basque en était encore à sa phase de récupération, après l'oppression fasciste et nationaliste espagnole. Elle est donc encore fragile. À ce niveau-là, les symboles ont leur importance. La carte météo est sans aucun doute l'information la plus regardée à la télévision : l'espace qui est présenté pèse forcément sur les imaginaires. Mais cette politique, à devenir négationniste («il n'y a pas de nation basque, seul le Royaume d'Espagne en est une») et oppressive, peut provoquer d'importantes réactions. Les socialistes, dans leur propre intérêt, pourraient donc être plus subtils... Qu'ils regardent les effets inattendus de la réforme constitutionnelle en Catalogne !



"L'histoire est effectivement productrice d'identité : des siècles de division franco-espagnole du Pays basque ont forcément des effets identitaires."

(Suite au prochain numéro...)

## Zoin supazter hauta gure suarendako?

**Binherra**

Tana nana nanaaaahaah bertsoka bertsoka!

Bukatu zaku, azkenian (ta aspaldian ere funtsian...) 09ko Euskal Herriko bertsolari txapelketa nagusia! Ta ze fanfarean gainerat! Hura bai giro aparta, hura züzpentza, hura berotasuna... ño!

Horiek hola, han eta hemen entzun ohar bati buruz bi gogoeta: «*Eh beh, nunbait badela sosa! Ze zinema, ta pantaila horiek ta musika hori ta argiak ta nitakita zer! Sobera da!»*

Bai, etaziela erran ziek ere ez duziela holakorik entzun! Edo erran!

Bainan gauza batetaz ohartu niz jendeak entzun arau: hori erten dutenak usu bertsu saioetan bekan baizik ibiltzen ez tiren jendeak dira, hau da, lau urtetarik behin finalera joaiten direnak hots!

Ez, ene helburua ez da batere hau untsa ez denik erraitea, arrunt kontreako da, ikusikouzie, pazintzia pixkat redios!

Erran nahi dut jende horiek haundikeriaren argumentua erabiltzen dutela, artifizialtasunarena nunbait, bertsularitza pipolizatzen ari dela erterko, ez dela gehiago aski herrikoia... Ados, bainan orduan nolaz jende horiek guttitan doatzi haien herrian edo auzo herrian antolatua den saio xume, argi ta musikarik gabekora joaiten orduan? Bertsularitza bere zinezko egunerokotasunean nola doan ikusteko... saio horiek ez diten telebista, izar, zeremonia ta BBKrik gabekoak baino gehiago publikorik gabekoak izan!

Zer daki bertsularitzaz lau urtetarik behin Bec-era doanak? Badirela bertsulari biziki biziki biziki onak Euskal Herrian, badela zernahi zale, sekulako antolaketa kasik profesionala... Hots, ze osagarria!

Bai, bertsularitzak merezi du lau urtetarik behin jantzi ederrenetan ta sobera makillaturik dantzatzera joaitea ta gau hartako maitale potentzial guzieren burua itzularaztea!

Lasai, biharamunean jogginga ta bazketak jauntsiko ditu berriz ta joanen da lanera, bertsu eskolaz bertsu eskola, afariz afari, bilkuraz bilkura, batzutan nor den ta maitatua dela ahantzi arte... Orduan lau urtetarik behin denek betan maite dugula erten ahal badakogu, irauñ beza!

Egia erran maite dugunek, ta egunero ikusten dugunek, plazerrekin ikusten dugu hain airos ta panpox! Nahiz ta sobera elegantea izan, nahiz ta batzutan ederrago den biharamuneko bertsu afari xume hartan... Plazer hori egin dezakogun!

Hor bai, denak su beraren itzulian dantzari gabiltzala...

JEAN-JOEL FERRAND

# Borrokaren gorrian

## Euskal Herriko historia ongi ulertzeko ikuspuntu original batetik



Liburu hau Joxe Iriarte «*Bikila*»ren autobiografia dugu. Baina militante trotskistak ez digu bere bizitza osoa kontatzen, bereziki frankismoaren bukaera eta transizioako urteak aipatzen ditu.

### Abertzaletasuna eta iraultza soziala

Garai bateko giroa islatzen da autobiografia honetan. Itxaropen handiak, abertzaletasuna eta iraultza soziala nahasiak agertzen ziren garaietan.

Eta herri bateko giroa: Errenteria/Orereta («*lege gabeko hiria*», papeleraren usaina, alamedako asanbladak, barrikadak errepide nagusian, kargak eta gomazko pelotak).

Asambladen kontua bereziki interesgarria da: herriko mugimendu baten hastapenak, gailurra eta dekadentzia, normalizazio demokratikoaren eragina, partiduen estrategia.

Maila politikoan, Iriarte gaztearen ibilbidea agertzen zaigu.

Bere engaiamenduen iturri ezberdinak: kristautasun soziala, euskararekiko zaletasuna (eta bertsozaleatasuna), langileen mugimendua... ETAn nola sartu zen, klandestinitatearen kontuak, topaketak erbestean eta barne debateak, erakunde zizioak nola gertatu ziren... Baina dena modu bizian; elkarriketak tabernetan, autoetan, ekintzen ondoan, eta horrek errexten du irakurketa, debateak kontextu konkretu batean ezartzen.

Eleberri psikologikoa ez izan arren, pasarte batzuk hunkigarriak dira, bere lehen emozio sexualak militantzian kontatzen dituelarik besteak beste (nola hitz ordua mezulari batekin musukatzen eta laztantzen buka daiteke...).

### Beste herriekin elkartasuna

Liburu irakurtzean, figura baten ezagutza egiten da, bere ibilbide osoan internazionalismoa mantendu duen pertsona, beste herriekin elkartasuna tinko heltzen... Mementu zailak bizi zituen mugimenduan ere, elementu sektarioen erasoak pairatzen zituenean. «*Espanolizta*» hitza zen goxoenetako bat errezibitzen zituenean artean. Baina *Bikila*, bere lagun guztiak ez bezala, firme mantendu da Euskal Herriko eskubideen defentsan.

Nazionalismo burgesaren kritika egiteagatik ez da pasatu Espaina defendatzera edo konstituzioa ospatzera, sasi ezkertiar anitz bezala. Eta etika handiko gizona dugu *Bikila*; borroka armatuak sortzen dituen arazoi etikoak ez ditu ezkutatu formula hutsen bidez («*konfliktu baten expresioak*» etab.). Berarentzat, ekintzen kritika «*Correos*» kaleko atentatuarekin hasi zen, eta hortaz argi mintzatzen da (kafetegi baten leherketa izan zen, eta langileak hilak edo mutilatuak izan ziren).

### Jarrera pertsonala eredugarria...

Baina hala ere muga ebidentea da. Nahiz eta *Bikilaren* jarrera pertsonala eredugarria izan, kolektiboki ETAtik pasatu ziren LKIkoez porrot egin dute.

Base soziala mugatua baina kementsua mantendu zuten laurogeiko hamarkada arte baina gero bakarrik geratu dira beterrano batzuk...

Beti zaila izan da hemen abertzale eta ezkertiarra irautea EHAMetik kanpo; orain ZUTIK taldeko batzuk PSOEtik hurbiltzen ari dira, anitzek politika utzi dute (arlo sozial eta kulturalen aritu arren), eta bere jarrera mantendu dutenek ez dute belaundaldi berrietan erlieboa izan.

Euskara batu errexa eta argia erabiltzen du maratoigile iraultzaileak (irakurleak «*Bikila*» izena etiopiar korrikalari famatuarena, eta ez Jose Iriarteren baserrikoa dela ikasiko du ere...).

Txalapartak argitaratu zuen 1999an; oroitzapen liburu interesgarria benetan, Euskal Herriko historia ongi ulertzeko ikuspuntu original batetik.



# EHLG Ez Hunki!

## Procès d'appel contre Euskal Herriko Laborantza Ganbara, déroulement de la journée du 18 février à Pau

**A 13h00 précises, débutera le rassemblement devant le Tribunal**

Des prises de paroles auront lieu. Nous devons être le plus nombreux possible à 13h00 pour exiger que cesse définitivement le harcèlement contre l'association Euskal Herriko Laborantza Ganbara.

Nous devons être le plus grand nombre possible également pour manifester notre solidarité sans faille avec Michel Berhocoirigoin et montrer ainsi que nous n'entendons pas le laisser seul dans cette nouvelle épreuve qui lui est imposée par le gouvernement.

Seul un nombre de personnes limité pourra rentrer dans la salle d'audience.

### Vers 14h00 à la Salle du Foirail

Vers 14h00, nous nous dirigerons -à pied- vers la salle du Foirail, place Foirail (salle couverte où se tient le marché biologique de Pau et qui peut accueillir plus d'un millier de personnes), où nous resterons jusqu'à la fin du procès (qui sera normalement plus court qu'à Bayonne, on en espère la fin vers 20h00 ou 21h00).



Il y aura des stands, des tables et des chaises pour que ceux qui le nécessitent puissent s'asseoir. Un bar et un coin restauration fonctionneront en permanence (repas complets, sandwich, talos, produits de l'agriculture locale...) de 14h00 à la fin de la journée.

Une estrade sonorisée permettra de réaliser régulièrement, tout au long de la journée, le compte-rendu précis et détaillé du déroulement du procès, de manière audible par tout le monde. Nous suivrons ainsi le procès quasiment en temps réel.

Diverses prises de paroles auront également lieu dont le porte-parole national de la Confédération Paysanne et diverses personnalités parmi lesquelles Gérard Onesta qui sera à nouveau témoin lors de ce procès d'appel.

Entre ces compte-rendus d'audience, la journée sera ponctuée d'animations musicales particulièrement nombreuses et variées, alliant culture basque et culture occitane.



*Los Pagalhos*



*Amaren Alabak*

*Los Menestrers Gascons*

*Trikitilariak*

*Chanteurs le Lambrusquera*

*Kat ça-i (fondateur Família Artus)*

*Txaranga Kuxkuxtu, etc.*

Comme le 29 janvier 2009, une performance artistique sera réalisée par le peintre Bruno Aguerre tout au long de l'après-midi.

A la fin du procès, Michel Berhocoirigoin et ses trois avocat(e)s Maîtres Jean-René Etchegaray, Joseph Montier et Corinne Lepage nous rejoindront et nous commenterons ensemble le procès.



Puis nous terminerons ensemble par un moment convivial avant de nous séparer et de rentrer chez nous.

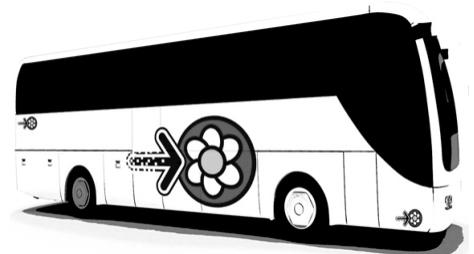
### Un conseil :

Pour être là dès 13h00, prévoyez le temps de vous garer (essayer le grand parking de la place Verdun pas très loin du Tribunal mais souvent plein).

### Autobus :

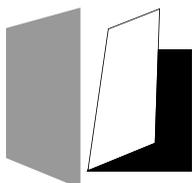
Des autobus sont organisés au départ de la plupart des cantons d'Iparralde. Deux horaires de retour sont prévus : départ de Pau à 16h30 ou à la fin de la journée (vers 22h00).

Les billets pour ces autobus sont actuellement en vente soit à Laborantza Ganbara à Ainhice-Mongelos, soit à la Fondation Manu Robles-Arangiz, 20, rue des Cordeliers dans le Petit Bayonne, soit sur le blog [www.ehlgdoitvivre.org](http://www.ehlgdoitvivre.org) par carte bancaire (paiement sécurisé).



<http://inscriptionbus.ehlgdoitvivre.org>

Il est impératif d'acheter son billet maintenant car les bus en questions sont en train d'être réservés en fonction des billets achetés (10€ l'aller-retour).



MANU  
ROBLES-ARANGIZ  
INSTITUTUA

Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua  
20, Cordeliers karrika  
64100 BAIONA  
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23  
[www.mrafundazioa.org](http://www.mrafundazioa.org)

Zuzendaria  
Dani Gomez  
Ipar Euskal Herriko arduraduna  
Txetx Etcheverry  
Aldaren koordinatzailea  
Xabier Harlouchet



tains intervenants qui, après avoir donné leur accord pour animer des formations organisées par EHLG, s'excusent oralement au dernier moment car leur chef de service ou le ministère de tutelle leur interdit d'intervenir pour EHLG. Nous n'avons cité que deux de ces cas. C'est pour dire qu'il ne nous a pas semblé opportun de relever l'ensemble des obstacles de même nature dressés à plusieurs reprises par les pouvoirs publics sur certains domaines d'interventions d'EHLG.

Par ailleurs, le préfet des Pyrénées-Atlantiques, qui a la maîtrise de la dispense des fonds régionaux européens, ayant bloqué le cofinancement européen pour des formations assurées par EHLG, alors que les dossiers avaient été acceptés par les commissions compétentes et les formations dispensées, EHLG s'est abstenue de déposer en vain davantage de dossiers.

Dans le dossier Subventions municipales, il ne nous a pas semblé utile de verser au Livre noir l'ensemble des documents concernant les 27 communes du Pays Basque ayant voté une subvention à EHLG. Notre choix s'est porté sur la commune bas-navarraise de Behorlegi qui nous a semblé emblématique à plusieurs titres : Behorlegi est une commune de 72 habitants, essentiellement agricole et le montant de la subvention votée en 2005, 2006 et 2007 est de 45€ par an. L'énorme machinerie administrative et judiciaire mise en œuvre, trois ans durant, par le représentant de l'Etat pour obtenir l'annulation de ces subventions, apparaît totalement disproportionnée au regard d'un engagement financier de ... 45€.

Enfin, des faits qui auraient pu mettre certaines personnes en difficulté dans l'exercice de leur profession ou de leurs responsabilités ont été volontairement omis.

Par le volume considérable de documents

originaux référencés en annexes, ce travail donne une bonne idée de l'acharnement des représentants locaux de l'Etat, des administrations et des responsables de la Chambre d'agriculture de Pau, à entraver le bon fonctionnement d'EHLG. Rarement aura-t-on vu un tel gaspillage de temps et d'argent public de la part d'administrations publiques à seule fin d'étrangler une association citoyenne. Car que reproche-t-on à EHLG, sinon d'assurer aux paysans basques des services que les instances consulaires ont cessé de rendre depuis longtemps?

**Enb. : EHLG a dû mobiliser une énergie considérable pour résister à ce harcèlement. Cela n'a-t-il pas nui à la réalisation des missions qu'elle s'est fixée?**

**M. B. :** Vous avez mille fois raison : EHLG a dû mobiliser une énergie incroyable pour résister à ce harcèlement permanent, démonter les vrais et les faux procès qui lui sont intentés, s'opposer aux mensonges et insinuations pernicieuses dont elle a été l'objet. A plusieurs reprises, EHLG a dû saisir le tribunal administratif pour faire reconnaître son bon droit. Le préfet des Pyrénées-Atlantiques, avec le soutien de la Chambre d'agriculture des Pyrénées-Atlantiques partie civile, a intenté à EHLG et son président un procès en correctionnelle, pour tenter d'obtenir une condamnation infamante, et les déconsidérer aux yeux de l'opinion publique. Fort heureusement la lucidité exemplaire d'un jugement sans complaisance pour la mauvaise foi des harceleurs en a décidé autrement.

Rares auraient été les associations qui auraient résisté à un pareil traitement. Mais Euskal Herriko Laborantza Ganbara n'a pas été terrassée. En cinq ans, des milliers et des milliers d'heures auront été consacrées par les bénévoles et les salariés de l'asso-

**L'objectif est clair : empêcher EHLG de se mettre sur les rangs, au même titre que tout autre organisme prestataire de services, pour assurer des services de conseil et d'accompagnements aux paysans du Pays Basque.**

ciation, les cabinets d'avocats et tous ces militants, discrets mais déterminés, qui soutiennent EHLG, à instruire les dossiers de défense, sensibiliser les élus et les décideurs économiques, mobiliser les populations, organiser rassemblements et actions de soutien lors de chaque attaque adverse. Et c'est tout le mérite d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara de parvenir, malgré tout, à assurer aux paysans basques les services qu'ils ne trouvent pas ailleurs pour la sauvegarde et le développement de l'agriculture durable et citoyenne. En cinq ans, des centaines de paysans basques ont été accueillis, conseillés, accompagnés, par les bénévoles et les techniciens d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara.

C'est aussi en reconnaissance de l'attachement fidèle exprimé par ces innombrables soutiens, par toutes ces bonnes volontés qui pensent qu'un monde différent de ce monde productiviste qu'on veut nous imposer dans tous les domaines est possible, que ce Livre noir a été réalisé. C'est par eux et pour eux que le procès en appel du 18 février sera gagné.

## Chaîne humaine en prologue d'Appel

La pluie s'est calmée samedi 6 février sur Bayonne. La chaîne humaine, allant de la maison natale de René Cassin à la Sous-Préfecture, s'est donc constituée. Cinq cent personnes se sont rassemblées, parapluie en main, pour soutenir Laborantz Ganbara et son président Michel Berhocoirigoin, dans leur procès en Appel le 18 février à Pau voulu par le préfet Philippe Rey. Geste pacifique, haute-

ment symbolique où l'on a retrouvé côte-à-côte simples citoyens et élus de toutes tendances. Où l'on a démontré, à nouveau, la solidarité des gens de la ville avec les ruraux décidés à organiser une agriculture paysanne respectueuse de notre terre et de ses produits. Car Laborantza Ganbara est bien en Pays Basque l'alternative à l'agriculture productiviste prônée par la Chambre d'agriculture de Pau.



Bayonne le 6 février 2010

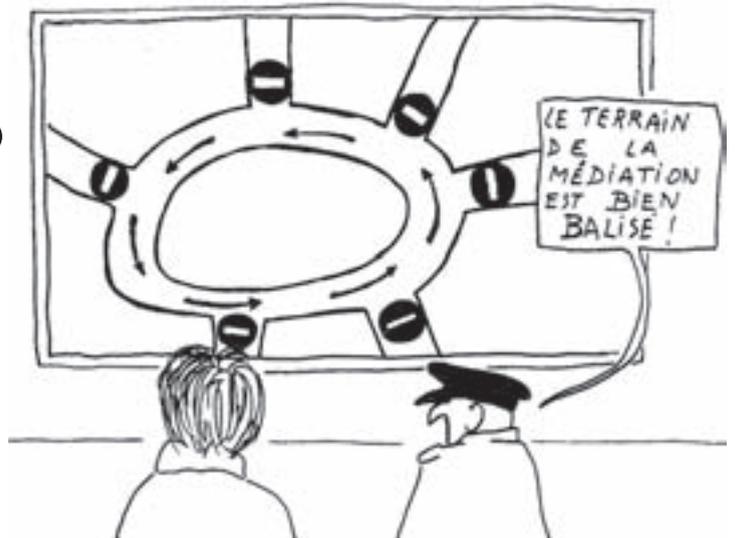


# Médiatrice ou anesthésiste ?

**N**OMMÉE lundi 1<sup>er</sup> février par le premier ministre, la médiatrice LGV Pays Basque, Mme Line Meaux, a rencontré jeudi 4 février ses premiers interlocuteurs (1). Elle leur a clairement expliqué que sa mission se limite exclusivement «à la recherche de la meilleure insertion possible de la nouvelle ligne à grande vitesse en Pays Basque». Elle écarte donc l'option «voies existantes» soutenue par les opposants à la LGV. Elle cherchera «la meilleure intégration de la ligne



Mme Meaux, encadrée par le préfet et le sous-préfet



*nouvelle*». Devant la presse, Mme Meaux a rappelé que la création de la nouvelle ligne était actée et inscrite dans une loi (laquelle?). «Les conditions d'une ligne nouvelle et les garanties à apporter sont une vraie question», et d'ajouter, comme un bémol à tant de certitudes, «il y a des interrogations sur les perspectives du fret. Il y a des réponses à apporter là-dessus». Elle a également reconnu que RFF n'a pas réalisé d'étude sur l'utilisation de la ligne existante comme le préconise le Grenelle de l'environnement.

(1) Jean Grenet, Daniel Poulou, Alain Iriart, Annie Janaud-Vergnolle, Jean-Jacques Lassère, Paul Baudry, Michel Hiriart, Jean-Marie Berckmans et Jean-Baptiste Etcheto.

## Le couloir du résigné...

**J'**AI lu dans *Enbata* du 28 janvier, l'article de Michel Berger «Le couloir de la mort», que notre président de la CCI signerait volontiers : «La LGV passera», c'est fini, admettez le et allez vous coucher. J'ai connu un Michel Berger plus combatif et acharné, ce ne doit pas être le même.

Au moment où 15.000 personnes se lèvent et forgent dans une incroyable manifestation gigantesque une résistance remarquable, M. Berger se couche.

Imagine Michel, que l'on vienne écrire ici, dans ces colonnes, qu'une collectivité territoriale Pays Basque c'est cuit, qu'une chambre d'agriculture au Pays Basque c'est cuit etc.

Et pour asseoir cette capitulation avec des formes, on reproche mollement aux décideurs des projets «profitables à une minorité reconnaissante», on contrebalance avec des opposants «pas toujours dénués d'égoïsme».

On rajoute dans le ragoût déjà froid «on sait que cette voie est déjà sur les rails et que, quel que soit son traitement, elle va bousculer de fond en comble le paysage sans résoudre nos problèmes de déplacements locaux».

Puis on reprend les reproches habituels d'une urbanisation faite de laissez-faire sans vision d'avenir et on retombe inévitablement sur un principe de précaution au nom duquel on aurait dû prévoir un couloir pour les infrastructures. Et voilà la boucle est bouclée, je ne serai pas à Hendaye le 23 et j'ai quelques «bonnes» raisons.

Eh bien non, nous ne sommes pas faits de ce bois là. Quand on dit que cette ligne est inutile, on ne le dit pas simplement pour fournir un argument aux égoïstes qui voient les efforts d'une vie piétinés par la LGV. On le dit parce que les faits, les chiffres le démontrent : les voies existantes ont la capacité à répondre à un meilleur trafic.

A quoi bon dès lors prévoir des centaines d'hectares de milieux naturels voués à la destruction si cette destruction n'est justifiée ni socialement ni écologiquement?

«Allo! M. Berger, il nous faudra construire un nouvel aéroport pour le Pays Basque, pouvez-vous nous conseiller où nous pouvons retenir "en avance, au nom du principe de précaution" ces centaines d'hectares?»

- Allo! Oui, ici M. Berger, je vais en parler au Conseil de développement, c'est bien d'avertir

*en avance...*

- C'est bien vous qui avez écrit dans *Enbata*: "Transformer un paysage naturel en œuvre d'art devient un défi majeur. Faire d'une catastrophe écologique et paysagère l'occasion d'un ouvrage exemplaire, universel, n'est pas incompatible avec le renouvellement d'une identité..."

- Euh... Oui.

- A vous de jouer. Merci»

Non Michel, nous ne sommes pas des retardés qui voulons rester figés dans le passé, mais aujourd'hui il est temps de dire que ces projets ont tous de mêmes constantes : Démesurés, colossaux, basés sur des estimations falsifiées, sans réelle étude d'opportunité et de viabilité, mais profitables aux mêmes et encore aux mêmes qui dévastent allègrement notre planète.

Alors pendant que tu regardais le soleil glacé mourir dans l'océan, nous étions 15.000 debout regardant entre les gouttes d'autres lueurs plus raisonnables pour notre avenir. Résister à l'injustice c'est vivre, s'y résigner c'est mourir un peu.

**Victor Pachon**



# Espagnolisme ordinaire \_\_\_\_\_ preso

**4** 601 euros pour avoir inscrit la date en basque sur l'instrument de contrôle de son camion... La Guardia civil de Jaen a infligé cette amende à un transporteur alavais en septembre 2009 et l'affaire vient d'être rendue publique le 1<sup>er</sup> février par le syndicat Hiru, après qu'un recours gracieux ait été rejeté le 15 janvier par le Conseiller aux transports du parlement andalou.

Sur son appareil à disques destiné à contrôler ses heures de route et de repos, le chauffeur basque a indiqué les dates des jours, selon la formule utilisée en euskara comme en anglais, c'est-à-dire dans l'ordre suivant: an-née, mois, jour; les Espagnols comme les Français utilisent un ordre exactement inverse. Mais la Guardia civil n'en a cure. Pour elle, il s'agit d'une «*falsification des heures d'enregistrement, la date ne correspond pas à celle du jour*». Elle ajoute: «*Les disques antérieurs présentent le même problème, tout cela génère une confusion qui rend difficile toute inspection de la part de l'agent*».

## Ignare et xénophobe

Selon le syndicat Hiru, lorsque la Guardia civil effectua son contrôle, tout était parfaitement en ordre, à l'exception de cette question de date et la police espagnole fait semblant de croire que tous les camionneurs étrangers inscrivent les dates sur leurs disques dans l'ordre utilisé en espagnol.

Le syndicat de la Guardia civil AUGC a aussitôt réagi en s'insurgeant contre «*une manipulation médiatique directement dirigée contre un collectif de travailleurs du service public*». Il est «*intolérable qu'une organisation syndicale représentative d'un collectif de travailleurs du secteur des transports (...) présente la Guardia civil comme ignare et xénophobe*».

L'affaire qui pourra paraître bien anecdotique fait grand bruit en Euskal Herri, tant est énorme le contentieux historique entre Basques et gardes civils. Elle prend un singulier piquant avec le projet de réforme des programmes scolaires du gouvernement basque qui vise à

introduire l'anglais comme troisième langue d'enseignement. La guardia civil sanctionnera demain les Basques qui ont inscrit les dates en anglais...

Savoir utiliser la matraque, la baignoire et la gégène ne suffisent pas. Les œillères, le repliement identitaire et le communautarisme, c'est toujours pour les autres. Et pour un garde civil espagnol, «*Todo por la patria*», en la lengua de Cervantés !

## La chasse au concept Euskal Herria est ouverte

Le Tribunal supérieur de justice du Pays Basque a annulé le 27 janvier un décret pris par le précédent gouvernement basque de Juan José Ibarretxe sur les programmes de l'enseignement primaire. Le décret en question incluait la province de Navarre dans l'ensemble Euskal Herria qui comprend les sept provinces historiques. Le tribunal avait été saisi par le gouvernement de la Communauté forale de Navarre. Il considère dans ses attendus que le gouvernement de Gasteiz a utilisé le terme Euskal Herria «*comme une entité territoriale qui n'a pas d'existence juridique dans l'ordre juridico-administratif en vigueur*». A tort, il a développé ainsi un «*pré-concept d'entité territoriale préfigurant l'existence d'une réalité politique qui n'existe pas juridiquement et dans laquelle il inclut la Communauté forale de Navarre*». L'usage du terme Euskal Herria «*relève clairement d'un choix très marqué idéologiquement. Le concept sociologique, culturel et ethnographique d'Euskal Herria, en tant qu'espace de la communauté de la langue basque, doit être présenté dans les matières enseignées en relation avec les Etats de France et d'Espagne et leurs administrations respectives*».

Après l'élimination de la carte météo qui regroupait les sept provinces sur les écrans de la télévision basque, les futurs décrets préparés par le Conseil scolaire d'Euskadi réduiront Euskal Herria à une notion ethnographique et de traditions culturelles, voire folkloriques.

● **Egunkaria bientôt fixé.** On devrait connaître cette semaine le verdict dans l'affaire *Egunkaria*. L'Audiencia nacional a mis fin le 1<sup>er</sup> février aux audiences de procès fait au quotidien en langue basque, brutalement interdit il y a sept ans et à ses cinq dirigeants arrêtés, brutalisés et incarcérés. Le procureur a conclu à la relaxe générale, mais les associations vengeresses réclament plus de dix ans de prison!

● **ETA comme cible.** Tandis que les Portugais découvrent des caches d'ETA sur leur territoire, la Ertzaintza de Patxi Lopez continue de pavoiser. A la suite des trois arrestations mentionnées la semaine dernière, elle en a effectué six autres, dont une à Jaca (Aragon). C'est apparemment la première fois que la police basque sort des limites de la Communauté autonome.

● **Attente pour l'avocat.** Le Mandat d'arrêt européen espagnol contre l'avocat Joseba Agudo, arrêté le 28 octobre à Hendaye, suit son cours chaotique. Après la cassation de la décision favorable rendue par la Cour de Pau, la Cour d'Appel de Bordeaux a ré-examiné l'affaire le 4 février. Jugement le 16.

● **Non da Jon ?** Le livre de Jacques Massey, à paraître chez Flammarion «*ETA, histoire secrète d'une guerre de cent ans*», apporte un éclairage nouveau sur la disparition de Jon Aanza. Le CGI, service espagnol de renseignement, en serait le responsable. Thèse non démentie, selon l'auteur, par les services français du renseignement. De quoi alimenter la demande pressante faite le 29 janvier par le collectif formé à Bayonne de l'ouverture d'une instruction par un juge. Mais le Procureur de Bayonne s'y refuse, arguant du fait qu'il n'y aurait en réalité aucun élément nouveau.

## Un préfet cool !

**M**ARCHE arrière du préfet dans sa manœuvre d'intimidation des maires basques pour faire avorter la consultation Batera du 14 mars. Jeudi 4 février, Philippe Rey s'est défendu de ce sombre dessein et a récusé les accusations lancées par Batera contre sa lettre «*liberticide*» parue dans le dernier *Enbata*. Il a simplement voulu informer les maires de leur rôle dans l'organisation des élections. «*On dit le préfet interdit. Non, le préfet n'a pas interdit, il rappelle la loi et le rôle des maires*». Il se défend d'avoir employé un ton

menaçant. Il n'y a, en effet, rien de menaçant lorsqu'on écrit aux maires qu'ils risquent une «*révocation pour manquement à la loi*». Tant mieux! Cela décontractera tout le monde.

«*Pour être clair, il n'y aura pas une compagnie de CRS pour vérifier ce que fait chaque maire*» a-t-il ironisé. Un préfet qui ironise ça vaut la peine d'être souligné, d'autant que ses menaces n'ont guère ébranlé nos maires dont 70 se sont déjà engagés à soutenir la consultation Batera qui devrait s'organiser dans 94 communes.



Philippe Rey



# Identité

Jean HARITSCHELHAR

Vers la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, très exactement à partir de 1890, le slogan «Zazpiak bat» est propagé à travers le Pays Basque, plus particulièrement à Saint-Jean-de-Luz au moment des fêtes organisées en l'honneur d'Antoine d'Abbadie élu présvalant de l'Académie des Sciences. C'est à cette même époque que Zalduby crée le chant dont le premier couplet est :

«Agur eta ohore Eskual Herriari, Lapurdi, Basa-Nabar, Zibero gainari, Bizkai, Nabar, Gipuzko eta Alabari, Zazpiak bat besarka lot beitez elgarri»

dont le succès fut considérable, plus particulièrement grâce à son refrain :

«Zazpi Eskual Herriek bat egin dezagun Guziek beti beti, gauden gu Eskualdun».

En 1985, les frères Arana Goiri créaient le Parti Nationaliste Basque (P.N.V) (il y a donc 115 ans) et, politiquement, dans la quête de l'identité basque étant émise l'idée que pour être basque il fallait avoir un patronyme basque, être issu de parents basques et que les quatre grands-parents soient aussi basques. En fait, il s'agissait d'une copie des fameux quartiers de noblesse marquant les degrés de descendance dans les familles nobles. En se reportant à l'époque où le mot «race»

était très normalement employé dans la mesure où il correspondait à la lignée de chaque famille, Sabino Arana Goiri cherchait à établir l'identité basque.

Il n'en fallait pas davantage aux anti-Basques du début du XX<sup>ème</sup> siècle pour dénoncer le racisme dans les propositions de Sabino Arana Goiri. Mais ne s'est jamais exprimée l'idée de «pureté de race» et encore moins de supériorité d'un peuple, monnaie courante chez les colonialistes français. Il a fallu beaucoup de temps pour que ce jugement infamant disparaisse même s'il se prolonge actuellement avec le «communautarisme».

Récemment, j'ai eu l'occasion de lire dans *Le Monde* une brève intéressant Anne Sinclair, l'épouse de Dominique Strauss-Kahn, directeur général du Fond Monétaire International (F.M.I). Sur son blog Anna Sinclair constate que la nouvelle procédure de renouvellement des papiers d'identité en France n'est pas chose aisée: «La nationalité française n'est plus une évidence pour qui l'a toujours eue». Née à New-York de parents français, elle s'entend demander à la préfecture de police de Paris en décembre dernier «non pas si mes parents sont français mais si mes quatre grands parents le sont». Tiens!



**Rien à dire de plus en ces temps d'un large débat sur «l'identité française», sinon que c'est du papier-collé de l'idéologie de Sabino Arana Goiri si injustement traité de raciste.»**

Tiens! Voilà qui rappelle certains souvenirs!

Elle conclut désabusée : «Il fut un temps où l'on me fit l'honneur de me demander d'incarner Marianne. Aujourd'hui la République française a besoin de s'assurer doublement que je n'usurpe pas ma nationalité. Ce ne sont pas que des tracasseries bureaucratiques. C'est un état d'esprit qui fait mal à l'identité de la France».

Rien à dire de plus en ces temps d'un large débat sur «l'identité française», sinon que c'est du papier-collé de l'idéologie de Sabino Arana Goiri si injustement traité de raciste. Et nous sommes au XXI<sup>ème</sup> siècle! Ces quartiers de «francitude» relèvent-ils du «racisme»? Du «communautarisme»? Je sais ce que me répondrait le Bordelais de base dans son langage usuel: Non, putain con ! C'est de l'«universalisme»!

# Courrier

VIÉL abonné d'*Enbata* je me suis étonné du propos de Tartaro (*Enbata* du 14 janvier) concernant les ratages d'Airbus. Un anti-franchouillardisme primaire de son auteur fait porter à la France les échecs énoncés (ou difficultés inévitables de projets techniquement et commercialement complexes). Remarques:

1- Le Concorde, superbe avion qui a fait avancer à grands pas la technologie, était anglo-français.

2- Les modèles A320 A330 A350 sont des succès techniques et commerciaux européens.

3- Le retard de l'A400M provient du fait que les moteurs sont entièrement nouveaux et leur cahier des charges extrêmement pointu. Fallait-il les acheter aux américains et toujours rester à leur remorque? L'A380: ses retards de fabrication ne remettent pas en

cause ses qualités.

4- Les échecs commerciaux de la Caravelle et du Concorde, vous le savez bien, sont la conséquence du protectionnisme américain. Comme seront victimes les A330 ravitailleurs pourtant sélectionnés par l'US Airforce, mais rejetés par le gouvernement américain pour favoriser Boeing.

Tartaro ne manque pas de sujets d'actualité autrement plus crédibles, je pense! (...)

Au fait, à propos de difficultés d'entreprises je viens de faire un chèque pour des actions Herrikoa, après mon réabonnement à *Enbata*.

Ne crachons pas dans la soupe!

Cordiales salutations.

**Pierre HégoBuru/Etchebarne-Otazu/Ezpeleta**  
(Basque franco-espagnol européen, citoyen du monde)

1 + 1 + 1 + 1 + 1 + 1 + 1 =

**7 Enbata**

L'avez-vous remarqué? La présentation d'*Enbata* a évolué. Rendre votre hebdo préféré plus lisible c'est bien, être plus nombreux à le lire c'est mieux. Vous pouvez nous aider: dans les semaines qui viennent, nous vous enverrons un Email contenant l'édito + un article + le sommaire de la semaine, que vous pourrez envoyer d'un click à vos amis.

Pour cela, envoyez votre adresse électronique à :  
enbata@wanadoo.fr.  
Milesker.

## Sommaire

### ● CAHIER N°1 ENBATA

Le livre noir de Laborantza Ganbara ..... 4 et 9  
Médiatrice ou anesthésiste ? ..... 11

● CAHIER N°2 «ALDA!» ..... quatre pages de 5 à 8

■ *Enbata*, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Fax: 05 59 46 11 09

Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz.  
Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne.

Commission paritaire n°0312 C 87190

Mail: enbata@wanadoo.fr